L'ABEILLE.

Journal officiel de l'Etat et de la Ville,
Imprimé par J. Bayon.

NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 1er. MARS 1836.

Nous sommes autorisés à annoncer que M. James W. Zacharie, est candidat pour la place d'alderman du premier district, et qu'il sera soutenu par un grand nombre de VOTANS.

LISTE DES DIFFERENS CANDIDATS
Pour la prochaine administration.
(Les élections devant avoir lieu le 1er. lundi d'avril prochain.)

POUR MAIRE :
L. U. GAIENNIE.
POUR RECORDER :
JOHN CULBERTSON.

ALDERMEN :
1er. District. { J. W. ZACHARIE. / GUSTAVE SCHMIDT. / SALOMON HIGH.
2e. District—FELIX LABATUT.
3e. District { Dr. THOMAS. / A. GRAILHE. / M. CRUZAT.
4e. District—G. PREVAL.
5e. District { F. PERCY. / A. LAHA.
6e. District { J. BERRY. / F. BUISSON. / LOUIS ALLARD.

Nous apprenons que l'avocat de District des Etats-Unis a commencé des poursuites contre le général Jose Antonio Mehia, prévenu d'avoir illégalement armé et commandé une expédition contre le gouvernement mexicain. Le général a été admis à donner caution en une somme de $5,000, pour comparaître le troisième lundi du mois de mai prochain, devant la Cour de District des Etats-Unis séant en cette ville.

Nous trouvons dans les journaux apportés par la malle d'hier, quelques nouveaux détails.

M. Sauzet, est le rapporteur du discours en réponse à l'adresse de la couronne. C'est assez dire, que la majorité de la chambre s'empressera d'accueillir toutes les mesures proposées par les ministres.

Dans la chambre des pairs, le paragraphe relatif à la question américaine déclare que le dernier message du général Jackson, doit applanir toutes les difficultés. Cette partie de l'adresse parut donner une vive satisfaction aux ministres, qui, tous siégeaient sur leur banc.

L'adresse de la chambre des députés, contiendra un paragraphe relatif à la Pologne. Les difficultés de la question américaine, le cèdent à celles que présente la situation de ce malheureux royaume, et de l'Espagne.

On disait le 7, à la bourse de Paris, que la commission de l'adresse, avait décidé à la majorité de six voix, que le gouvernement devant donner une attention toute particulière aux affaires de Portugal. Ce bruit causa une baisse de quarante centimes sur les trois pour cent.

Une lettre du baron Rostchild, adressée à Mr. Gohens de Baltimore, en date du 6 Janvier, contient cette phrase: "C'est avec une véritable satisfaction que nous vous annonçons que le gouvernement français a décidé d'exécuter les clauses financières du traité. Les dépêches ont été expédiées pour notifier l'détermination au cabinet Américain, par l'entremise de l'Angleterre, et nous avons l'espoir d'être bientôt appelés pour recevoir le premier payement."

Arrivée en Angleterre de Thompson l'Abolitioniste.

Liverpool, 8 janvier.

M. George Thomps n, connu en cette ville pour y avoir donné il y a quelque tems un cours de lecture sur l'esclavage, et qui vient pour un objet aussi charitable de parcourir les Etats-Unis où il a couru les risques du martyre, est arrivé en ce port mercredi dernier, venant du Nouveau Brunswick. Nous avons été informé que son intention est de convoquer une assemblée publique, pour y rendre compte de sa mission aux Etats-Unis et de la réception qu'il y reçut.

Un article de la nature de celui que nous publions ne devrait-il pas attirer l'attention du gouvernement *général sur les menées de quelques soi-disant* philanthropes de l'Angleterre ? Ne serait-ce point ici le cas de faire des remontrances ! Nous savons déjà que des pamphlets incendiaires nous sont parvenus de ce pays sous la forme d'enveloppes de pots de moutarde. Voici de nouvelles réunions qui se convoquent sarement dans le but d'attenter à la souveraineté des Etats du Sud et de l'Ouest. Il est plus que tems, disons-nous, que le Congrès ouvre les yeux sur les dangers qui nous menacent et qu'il informe la Grande Bretagne qu'il est de toute urgence qu'elle impose silence à ceux de ses sujets qui osent attenter ouvertement à notre paix et à notre prospérité domestiques.

DU MAIRE ACTUEL ET DE SA PROCHAINE CANDIDATURE.
(Suite.)

Nous avons achevé notre article d'hier en disant qu'il nous restait à faire une dernière observation sur cette partie du veto du maire, relative à l'*Abeille*. Nous ajoutâmes même que, si nous avions prouvé que Son Honneur n'entendait rien à la logique ni aux finances, *nous prouverions plus facilement peut-être* qu'elle n'était pas plus habile dans les lois, &c.

Nous avouons qu'il nous est pénible d'entamer ce second article, par la raison qu'il y sera question de nous et de nos difficultés avec le maire. Nous savons que, quelque sang froid que nous mettions à communiquer nos observations au public, il se trouvera toujours des personnes qui croiront voir de l'animosité de notre part et attribueront à un sentiment de vengeance personnelle les motifs qui nous font agir dans cette occasion. Nous pouvons assurer cependant que telle n'est point notre intention; et le ton qui règnera dans cet article comme dans les suivans, parviendra sans doute à convaincre les plus incrédules même que ce n'est que dans le but de démontrer à nos concitoyens l'incapacité et la partialité de leur premier magistrat civil que nous nous sommes décidé à nous lancer dans la lice et à défier le Maire lui-même de nous opposer le moindre argument susceptible de rétorquer ou d'atténuer les faits que nous allons bientôt établir contre lui. Nous n'avons pas besoin de répéter ici ce que nous avons dit hier, que nous avions lieu d'espérer qu'on nous écouterait avec sang froid et impartialité. Revenons maintenant à notre objet.

Le maire achève de motiver son veto relativement à la résolution pour le prolongement de la rue Annonciation par cette observation :

"J'ajouterai ici une dernière considération sur laquelle je me base pour vous faire le renvoi de la résolution dont il s'agit : c'est qu'ayant été dûment autorisé par l'arrêté du Conseil de Ville du 25 décembre dernier, j'ai contracté pour cet objet avec M. de St. Romes, éditeur du *Courrier*, et que par cette raison je ne puis considérer l'*Abeille comme la gazette officielle* de la ville."

Voilà donc l'opinion du maire bien fondée quant à nous : il considère notre journal comme n'étant plus la feuille officielle de la ville. Quelles peuvent être les raisons qui l'ont engagé à embrasser cette idée ? Nous allons chercher à les mettre au jour, aussi succinctement que possible. Le public voudra bien nous accorder un peu de patience pour l'examen que nous allons faire et qui aura pour but de prouver en partie tout ce que nous avons annoncé précédemment et tout ce que nous avancerons plus tard; c'est à dire que la passion elle seule fait agir le maire ; et que cette passion, jointe à ses incapacités, tend à compromettre à tout instant les plus grands intérêts de la ville.

Aux termes d'une résolution du conseil datée des derniers jours de février la place d'imprimeur de la ville devait être soumise à certaines clauses obligatoires pour les deux parties contractantes, c'est à dire la corporation et l'imprimeur qui serait nommé. Le premier lundi d'avril nous fumes dûment élu et nous offrimes au conseil nos cautions qui furent acceptées. Dans l'exercice de notre emploi nous eûmes l'occasion de faire pour la ville différentes publications que nous considérions et que quelques membres du conseil considéraient aux-mêmes comme ouvrage extra. Nous dressâmes un compte qui fut présenté, accepté, et soldé de suite par la corporation. Cette circonstance nous induisit à tirer cette conséquence que, l'étendue de nos devoirs n'étaient pas suffisamment expliquée dans la résolution créant la place de l'imprimeur. Et pour que toutes les parties fussent à quoi s'en tenir à ce sujet, et nous même, pour ce qui nous regardait, désirant éclaircir nos doutes, et n'être jamais exposé à réclamer de nouvelles compensations lorsque peut-être nous n'y avions aucun droit, nous adressâmes une pétition au conseil, le priant de vouloir bien statuer sur cet objet. La pétition fut référée au comité judiciaire et avant qu'un rapport n fut fait, il nous survint une ordonnance d'environ une demi colonne de notre journal dont la publication était ordonnée pour six mois: c'était l'ordonnance relative aux propositions pour la fourniture de pierres à paver &c. Nous crûmes devoir mettre des intervalles dans les différentes publications de ce document, attendant toujours le rapport qui devait décider si par notre contrat nous étions obligés de les faire gratuitement ou non. Dans l'intervalle, survient le maire après une absence de plus d'un mois: il se trouve pour la première fois de sa vie étonné qu'une ordonnance de la ville ne fut pas exécutée à la lettre; et ignorant sans doute qu'elle était notre situation envers le conseil il nous adresse une lettre par laquelle il nous requiert de ne plus mettre de retard à la publication de la dite ordonnance. Nous avouons que nous fûmes surpris de ce ton d'autorité que prenait son Honneur à notre égard, persuadé de ce qu'étant officier du conseil de ville, et non de l'exécutif, nous n'avions aucun compte à rendre à ce dernier, et que, si nous ne remplissions pas notre contrat au conseil seul il appartenait de nous en informer, ou de nous attaquer pour dommages et intérêts, si nous ne fimes aucune réponse à l'écrite qui nous avait été envoyée, attendant toujours avant que d'agir que le conseil décidât sur notre pétition.

Peu de jours après cette circonstance, nous reçûmes du bureau du maire quelques documens officiels qui devaient être publiés le lendemain dans notre journal. Le jour que ces pièces nous furent envoyées était un dimanche, et nous fimes observer par écrit au maire, sur un quart de feuille de papier, comme il l'a dit depuis au Conseil, que ce jour là, étant un jour de repos il nous était impossible d'avoir des ouvriers de commande, tout exprès pour Son Honneur, et que nous le requérions d'avoir à nous communiquer ses messages à toute autre époque de la semaine. Nous avons déjà eu l'occasion d'avouer, et nous confessons ici avec toute la sincérité possible, que nous eûmes tort d'user de représailles envers le maire et de lui adresser une lettre contenant une expression répréhensible. Mais quelque fut notre regret, et quelque peu d'importance qu'on dût attacher au sentiment d'animosité qui nous avait porté à employer un langage inconvenant, notre épître produisit l'effet de la pomme de discorde ; elle embrouilla les choses à tel point que le maire dans son message du 20 janvier avisa le Conseil qu'en raison de ce qui s'était passé entre lui et nous, il croyait indispensable qu'on l'autorisât à confier la publication des documens de la Corporation à toute autre gazette que l'Abeille. Le Conseil rit tout bas d'une semblable demande, et voulant sans doute voir à quel point s'étendrait la perspicacité de Son Honneur, il passa une résolution pour accorder le droit réclamé, *pourvu que dans l'opinion du maire cela pût s'accorder avec le contrat existant entre la Corporation et son imprimeur.*

Voilà donc le maire qui, d'après une résolution aussi ambiguë pour ne pas dire maliciuse, se crut dûment autorisé à en agir à sa guise; et sans consulter l'avocat de la ville sur les points de droit de la question; sans avoir égard aux convenances; sans chercher à deviner ou à se faire expliquer ce que la loi entend par CONTRAT, son Honneur se goûte d'une noble joie de vengeance, et persuadé que tous ses projets vont bientôt s'accomplir, et qu'il pourra à la fin satisfaire son orgueil blessé depuis si longtemps, le voilà qui s'agite, qui court, va, vient, dispose tous ses filets pour prendre son ennemi dans le piège qu'il lui tendait *adroitement Ici c'est l'éditeur du Courrier qu'il va trouver pour* lui proposer la place d'*Imprimeur de la corporation* : pas de réponse positive, pas de vengeance encore certaine. Là, c'est le notaire, auquel on ne songe qu'après que dix mois se sont écoulés depuis l'époque de la nomination de l'imprimeur actuel;—Où est le contrat entre M. Bayon et la ville?—Il n'y en a point....Ha!...—Vous n'en avez jamais commandé:—Ho! Nous n'avons jamais reçu de notes de vous à ce sujet.—Ah!....Eh bien! vite un acte. Vite, vous dis-je, quant à la rédaction, bien entendu; mais pour les signatures attendez-On dresse l'acte; on attend: et le maire dans l'intervalle, court à son bureau.—A moi mon secrétaire!—Me voici, Honneur.—Taillez vos plumes, versez dans votre écritoire une demi bouteille d'encre, prenez une main de papier et dépêchez vous! Je veux des mots....des mots, m'entendez vous?—Oui Honneur; vous savez *que je soigne assez mes écritures—Des mots, je vous* en donne assez. Il est vrai que c'est tout ce que je puis faire : mais si j'ai l'imagination stérile, si j'ai le jugement très étroit, ma plume est féconde, je vous l'ai prouvé cent fois pour une; ainsi laissez moi faire et vous serez content, Quel sujet avez vous à traiter, Honneur? Ecrivez, greffier, que je veux rejetter toutes les résolutions de la dernière séance. Sur le mot vero il y a beaucoup à dire; je le crois?—Oui, Honneur, *tenez voici deux feuillets sur les résolutions ordonnant l'ouverture des rues Robin et Annonciation.* Pour le reste veuillez dicter vous même, Honneur; vous savez mieux que moi de quelle manière il faut traiter la question.—Eh bien! soit, écrivez.—J'y suis, Honneur.—Attention surtout à la ponctuation.—C'est là mon fort, Honneur, ainsi soyez tranquille.

"Je prends la liberté de vous rappeler que, d'après les observations que je vous adressai dans ma lettre du 26 décembre dernier, relativement à une communication que me fit l'Editeur de l'ABEILLE, le Conseil, de Ville, par une résolution, blâma les expressions employées par M. Bayon, et m'autorisa "à confier les impressions de la ville à toute autre éditeur que l'éditeur actuel, si, dans mon opinion, cela pouvait s'accorder avec le contrat existant entre la Corporation et ledit éditeur." Voulant alors m'informer des clauses exprèses de ce contrat, j'appris qu'un semblable contrat n'existait pas, et de plus, que, QUOIQUE CE CONTRAT EUT ÉTÉ PRÉPARÉ, CEPENDANT, M. BAYON NE L'AVAIT PAS SIGNÉ." Nous mettons ces dernières mots en capitales pour qu'ils soient comparés avec le dialogue tenu chez le notaire—*Note de l'Editeur*). Le reste du message est laissé à la sagacité du secrétaire. On peut consulter ce document, qui se trouve déposé dans les archives du Conseil. et qui est daté du 20 janvier 1836.

Cette partie du message que nous venons de citer donna lieu à deux motions; la première, de M. McFarlane pour déposer sur le bureau, et la seconde, de M. Schmidt pour le renvoi au comité judiciaire. Cette seconde motion prévalut, et dans la séance du 1er. février, M. Pichet rapporteur dudit comité, présenta une résolution qui fut adoptée ; elle portait que le maire n'avait aucun droit d'intervenir dans des sujets qui sont exclusivement du ressort du comité. Cette résolution terminait en disant que nous continuerions comme par le passé à exercer nos fonctions.

En dépit de cette résolution qui est bien positive, et en outre, nonobstant notre contrat qui, alors même qu'il ne serait pas signé, n'en serait pas pour cela moins obligatoire envers nous et envers la Corporation, le maire croit avoir raison, d'après ce que nous voyons dans son dernier message. Il a, dit-il contracté avec un autre imprimeur, quoique le Conseil ne lui ait jamais accordé le droit de passer un pareil contrat.

Que résulte-t-il de tout ce que nous avons dit: que Son Honneur pour tâcher de satisfaire sa vengeance a eu recours à toutes sortes de voies illégales ; qu'il s'est prévalu de ce que notre contrat n'était pas signé pour chercher à nous faire perdre une place que nous remplissions, nous pouvons le dire, avec honneur; qu'il a placé le trésor de la ville dans l'absolue nécessité de supporter les frais énormes d'une publication des documens de la Corporation dans une tierce gazette; que cette publication qui n'est que l'œuvre d'une animosité personnelle expose la masse entière des contribuables à payer les folies du premier magistrat en conséquence des procès qui peuvent subvenir par une publication illégale des ordonnances de la cité; que le maire, égaré sans doute par la passion, s'est cru permis de dire au conseil que nous n'avions pas signé notre contrat, quoique l'ACTE EUT ETE PREPARE, tandis qu'il est notoire que près de 10 mois s'étaient écoulés avant qu'il ne songeât à ce contrat ; que le notaire n'a vait reçu aucune information à ce sujet si ce n'est à l'époque que son honneur voulait contracter avec un autre imprimeur ; que l'acte n'avait jamais été dressé auparavant; et que c'est manquer à la dignité de magistrat que d'avoir recours à des moyens semblables à ceux que le maire a employés pour obtenir la vengeance qu'il recherchait.

Dans tout ce qu'a fait d'ailleurs le maire à notre égard, il a prouvé qu'il était complètement ignorant des dispositions de nos lois civiles; il a cru pouvoir casser notre contrat; mais si son honneur veut se donner la peine de consulter le code civil au titre *Obligations conventionnelles*, depuis l'article 1754 jusqu'à l'article 2270 inclusivement, elle se convaincra qu'il n'est pas même donné aux tribunaux de détruire le pacte qui nous lie avec la ville, quoiqu'aucun acte authentique n'en ait été dressé.

Nous terminerons en nous excusant envers le public de l'avoir occupé si long-temps de nos difficultés avec le maire. C'est la dernière fois qu'il sera question de nous, et si nous avons été réduit à nous mettre en évidence, c'est que l'affaire dont il s'agissait, était de nature à dévoiler le degré de connaissances et d'impartialité de notre PREMIER MAGISTRAT.

OFFICIEL.

DOUZIEME LEGISLATURE—2me. SESSION.

JOURNAL DU SENAT.

JEUDI, 25 février 1836.

Le sénat s'est assemblée conformément à l'ajournement.

Membres présents—Messrs. Chs. Derbigny président, Bossier, Brownson, Cuny, Dupré, Hos, Johnson, Labauve, Labranche, Lacoste, Landry, Lewis, Moore, Morancy, Reid et Tête.

Le secrétaire a porté à la chambre les bills et résolutions intitulés:

"Acte pour déterminer la manière d'élire les Jurés de Police dans la paroisse des Rapides et pour d'autres objets,"

"Acte pour autoriser le Gouverneur à présenter des drapeaux aux régiments et aux bataillons de la milice de cet Etat,"

Acte pour venir au secours de John Caruthers de la paroisse de Lafayette,"

"Acte pour amender un acte pour incorporer la compagnie de la fabrique d'Huile de graines de Coton et d'assurance," approuvé le 2 avril 1835,"

"Résolution accordant un congé d'absence à L. Barras, juge de la paroisse de Terrebonne,"

"Résolution accordant un congé d'absence à Wm. Boswell, notaire public de la ville de la Nouvelle Orléans, et à Henry Boyce, juge du District Judiciaire."

"Acte pour autoriser Antoine Devilliers Guesnon, et Joséphine Bozoniet, sa femme, de la paroisse d'Orléans, pour adopter l'orpheline Hélène, et lui donner leur nom."

Le Gouverneur a adressé deux lettres au Sénat, par lesquelles il dit avoir transmis au sénat, une série de résolutions adoptées par la législature de l'Alabama relatives aux terres publiques et le rapport des administrateurs de l'hôpital de la charité de la Nouvelle Orléans; et cependant lesdits documens n'ont pas été reçus.

M. Bossier, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a présenté un bill intitulé: "Acte supplémentaire à un acte pour amender la charte de la compagnie de la bourse et de la banque," lu pour la 1ère fois.

M. Cuny, conformément à l'avis qu'il en avait donné, a présenté un un bill intitulé: "Acte pour incorporer une association à l'effet de bâtir un hôtel dans la ville d'Attakapas," exempté des règles, lu pour la première, seconde et troisième fois, passé et porté à la chambre.

Sur motion de M. Cuny, il lui a été permis de retirer le bill intitulé "Acte relatif aux revenus de l'état."

LECTURE DES MESSAGES DE LA CHAMBRE.

"Acte pour étendre la juridiction de la cour de paroisse de la paroisse de Plaquemine, et pour d'autres objets."

"Acte pour amender l'acte intitulé. "Acte pour incorporer la ville de Washington dans la paroisse de St. Landry, approuvé le 31 mars 1825."

Sur motion de M. Dupré ledit bill a été exempté des règles, a été lu pour la première, seconde et troisième fois, passé et porté à la chambre.

"Acte concernant et expliquant la juridiction des cours de paroisse dans cet état, et pour d'autres objets."

Sur motion de M. Hoa ledit bill a été exempté de la règle, a été lu pour la première, seconde et troisième fois, amendé, passé et porté à la chambre.

"Acte supplémentaire à un acte pour pourvoir à l'achat d'un nombre additionnel de nègres pour le service de l'état, pour être employés aux travaux des améliorations internes, et pour d'autres objets."

Sur motion de M. Landry, la deuxième lecture a été commencée et et renvoyée à demain.

Sur motion de M. Labauve, un congé d'absence a été accordé à M. Porche.

ORDRE SPÉCIAL DU JOUR.

"Acte pour amender la première section d'un acte intitulé: "Acte pour *organiser la cour suprême* de l'état de la Louisiane, et pour établir des cours de juridiction inférieure;" ce bill était à sa troisième lecture; sur motion de M. Moore la première section a été reconsidérée, et sur motion de M. Moore pour le renvoi de ladite section jusqu'à lundi prochain, l'appel nominal a été demandé et a produit le résultat suivant:

Pour le renvoi: MM. Brownson, Dupré, Johnson, Labranche, Labauve et Moore—5 voix.

Contre le renvoi: MM. Bossier, Brownson, Cuny, Hos, Lacoste, Landry, Morancy, Reid et Tête.—9 voix.

Sur motion de M. Dupré pour le rejet de ce bill, l'appel nominal a été demandé et a donné le résultat suivant:

Pour la rejection; MM. Dupré, Johnson, Labranche, Labauve et Moore—5 voix.

Contre la rejection: MM. Bossier, Brownson, Cuny, Hos, Lacoste, Landry, Morancy, Reid et Tête—9 voix.

Sur motion de M. Labauve pour le renvoi jusqu'à demain, l'appel nominal a été demandé et a produit le résultat suivant:

Pour le renvoi: MM. Brownson, Dupré, Johnson, Labranche, Labauve et Moore—6 voix,

Contre le renvoi: MM. Bossier, Cuny, Hos, Lacoste, Landry, Morancy, Reid et Tête—8 voix,

Sur motion de M. Landry pour l'adoption de ladite section qui contient la provision que le nombre de juges de la cour suprême sera augmenté jusqu'à cinq; l'appel nominal a été demandé et a produit le résultat suivant:

Pour l'adoption: MM. Bossier, Brownson, Cuny, Hos, Lacoste, Landry, Morancy, Reid et Tête—9 voix.

Contre l'adoption: MM. Dupré, Johnson, Labranche, Labauve et Moore—5 voix.

En conséquence la troisième lecture a eu lieu, et le bill a passé.

"Acte pour amender les divers actes relatifs aux limites entre la Pointe Coupée et l'Ouest Bâton Rouge." Seconde lecture achevée; exempté de la règle, lu pour la troisième fois et passé.

"Acte pour incorporer la compagnie du chemin à coulisses de la rivière Rouge;" lu pour la seconde fois, et adopté jusqu'à la 18e. section inclusivement, et sur motion renvoyé jusqu'à demain.

TROISIEME LECTURE.

"Acte pour pourvoir à la tenue d'une session extraordinaire de la *cour de district pour* la paroisse des Rapides," passé.

"Acte pour amender un acte intitulé, "Acte pour autoriser le trésorier de l'état à souscrire pour 500 actions au fonds capital de la compagnie des canaux de Barrataria et Lafourche, et pour d'autres objets, approuvé 25 mars 1835." Sur motion de M. Landry, la reconsidération de ce bill a été ordonnée, et il a été renvoyé.

Un message verbal du Gouverneur apporté par M. A. E Forstall, son secrétaire intime, a informé le Sénat qu'il avait approuvé et signé les bills provenant du Senat; intitulés:

"Acte pour incorporer la congrégation Catholique Romaine de St. François Xavier *des Rapides*, et l'église et la congrégation Catholique Romaine de la ville de Lafayette, dans la paroisse de Jefferson".

"Acte pour *autoriser le Gouverneur* à acheter des armes pour le service de l'Etat, et pour d'autres objets."

Un message de la Chambre des Représentans, apporté par Mr. A. Guvillier, son greffier *pro temp.* a informé le Senat que la Chambre avait donné son consentement à:

"Acte pour venir au secours de Michel Paul."

"Acte pour étendre la juridiction de la Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans."

"Acte pour *incorporer* la compagnie du chemin à coulisses de Livingston."

Le même message a informé le Senat que la Chambre avait rejeté l'amendement du Senat à la résolution intitulée: "*résolution accordant un congé* d'absence à William Boswell, notaire public de la ville de la Nouvelle-Orléans." Sur motion de M. Hoa, le Sénat s'est désisté de ses amendements et la chambre en a été informée.

"Résolution invitant le Gouverneur à tirer pour de armes pour la garnison de Bâton-Rouge. Sur motion de M. Moore, exemptée des règles, lues pour la 2de. et 3ème. fois, passées et portées à la chambre.

" Résolution relative aux bills à introduire dans les deux chambres de l'Assemblée générale.

M. Hoa après en avoir obtenu la permission, a présenté sans en avoir donné avis au préalable, un bil intitulé:

" Acte pour incorporer la Société pour venir au secours des veuves sans appui, et des femmes indigentes.

Ce bill a subi sa première lecture.

M. Landry a donné avis que demain il présentera un bill intitulé:" Acte pour autoriser Lamemy Rebre de la paroisse de l'Ascension à disposer d'une certaine propriété, pour le moyen mentionné dans icelui."

M. Dupré après en avoir obtenu la permission, a présenté un bill intitulé: " Acte pour limiter les pouvoirs du Jury de Police de la paroisse de St. Landry," exempté des règles, lu pour la 1re., 2de. et 3ème. fois, passé et porté à la chambre.

ORDRE SPECIAL.

" Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à coulisses du lac Providence et de la Rivière Rouge." Seconde lecture achevée, amendé, exempté des actes, lus pour la 3ème. fois et passé.

SECONDE LECTURE.

" Acte pour diviser la paroisse de Plaquemines en districts d'élection et pour d'autres objets," amendé.

Résolution concernant l'ancien local de la Salle des Représentans; renvoyée à demain.

" Résolution accordant un congé d'absence au Juge G. Léonard de Plaquemines." Déposée sur le bureau, sujette à appel.

" Acte pour établir des districts d'élection additionels dans la paroisse de St. Martin." Amendé.

"Acte pour amender un acte pour incorporer la Compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et Nashville, approuvé le 30 janvier 1835, et pour amender l'acte supplémentaire y relatif, approuvé le 24 mars 1835."

" Résolution concernant l'adjudant et inspecteur général de l'Etat de la Louisiane;" exemptés des règles, lue pour la 2ème fois, amendée et portée à la chambre.

Sur motion de M. Labauve pour la rejection de la 1re. section qui pourvoit que l'Etat souscrira pour 5000 actions au fonds capital de la Compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et Nashville, et que les bonds de l'Etat seront émis en paiement dudit capital; l'appel nominal a été demandé et a donné le résultat suivant:

Pour la rejection: messieurs Brownson, Dupré, Johnson, Labauve, Lewis, Landry, Morancy, Reid, Tête—9 voix.

Contre la rejection : Messieurs Cuny, Hos, Labranche, et Lacoste.

Sur motion, la reconsidération de ce bill a été renvoyée à demain et fixée à l'ordre spécial du jour.

"Acte pour organiser une force armée locale" amendé, exempté des règles, lu pour la 3me. fois, passé, et porté à la Chambre.

"Acte pour incorporer la compagnie d'assurance de l'Union de la Nouvelle-Orléans", amendé, exempté des règles, lu pour la 3me. fois, passé et le titre changé, en y ajoutant "et la compagnie d'assurance de la Rivière Rouge."

"Acte pour amender un acte intitulé "acte pour étendre la juridiction de la Cour de Paroisse, de la paroisse de *Jefferson, et pour organiser une cour* sous la désignation de "Cour de ville, de la ville de Lafayette", approuvé le 2 avril 1835."

Exempté de la règle, lu pour la 3me. fois, amendé et porté à la Cte Chambre.

Un message de la Chambre des Représentans, apporté par M. P. Roussel, son greffier, a demandé le concours du *sénat aux bills intitulés:*

"Acte pour venir au secours de David Devall."

"Acte pour venir au secours de J. E Lefebvre, et J. B. *Hardy.*"

"Acte défendant que les lois *des autres Etats et des* territoires de l'Union, ne soient violées dans la Louisiane, et pour punir les personnes qui se rendront coupables *de tel délit.*

"Acte concernant les élections dans la paroisse d'Est Feliciana.'

Le même message a informé le Senat que la Chambre s'était désistée de ses amendemens dans le bill intitulé : "Acte pour autoriser le jury de police à diviser la paroisse de Claiborne en districts d'élection."

Le même message *a informé* le Senat que le comité d'enrôlement de la Chambre avait rapporté dûment enrôlée, que l'orateur avait signé, et que le président du *sénat était* invité à apposer sa signature à la "résolution *concernant Thomas Curry*, rapporteur des décisions de la Cour Suprême."

M. Labranche de la part du comité d'enrôlement a *rapporté* dûment enrôlés le bill et les resolutions de la Chambre intitulés :

Resolution invitant nos representans et nos senateurs au Congrès à faire tous leurs efforts pour obtenir une *appropriation de fonds pour faire examiner et compléter* un canal pour communiquer les eaux du fleuve Mississipi avec le bayou Barbonne.

"Acte pour *amender* un acte pour pourvoir au paiement des loyers des différentes maisons de cour dans cet Etat et pour d'autres objets" approuvé le 6 mars 1819.

Resolutions pour *inviter nos senateurs et nos représentans* au Congrès, à faire tous leurs efforts pour ajuster certaine affaire litigieuse relative aux occupans de terres *possédées en vertu de titres espagnols*.

Resolution invitant le bureau des travaux publics à faire examiner la rivière Bœuf, et

Resolution invitant nos *senateurs* et *representans* au Congrès, à faire tous leurs efforts pour obtenir une décision finale au sujet des reclamations de terre dans *les parties Nord* de cet Etat.

En consequence, le president a signé ledit bill et lesdites resolutions, et le tout a été porté à la Chambre.

M. Labranche de la part du comité d'enrôlement a rapporté dument enrôlés les bills intitulés :

"Acte pour amender les lois relatives à la Cour des Preuves dans et pour la paroisse d'Orléans et pour d'autres objets", et

"Acte pour incorporer la congrégation de l'église Catholique Romaine dans la paroisse de l'Ascension."

En conséquence le secrétaire a porté lesdits bills à la Chambre pour y recevoir la signature de l'orateur.

Sur motion, le Senat s'est occupé à huis-clos d'affaires de l'exécutif.

Les portes ont été ouvertes.

Sur motion, le senat s'est ajourné à demain 10 heures du matin.

VENDREDI, 26 février 1836.

Le Sénat s'est réuni conformément à l'ajournement.

Membres presents:

Mrs. Chs. Derbigny, président, Brownson, Cuny, Dupré, Hos, Johnson, Labauve, Labranche, Lacoste, Landry, Moore, Morancy, Reid et Tête.

Le secrétaire a porté à la chambre les bills intitulés:

" Acte pour amender la première section d'un acte intitulé: "Acte pour *organiser* la Cour suprême de l'Etat de la Louisiane."

" Acte pour amender les divers actes relatifs aux limites, entre la Pointe-Coupée et l'ouest Bâton-Rouge," et

" Acte pour pourvoir à la tenue d'une session extraordinaire de la cour de district pour la paroisse des Rapides."

M. Labranche de la part du comité d'enrôlement, a rapporté dûment enrôlés la résolution de la chambre *concernant Tha. Curry; rapporteur des décisions de* la cour suprême." En conséquence, le président l'a signée et elle a été portée à la chambre. M. Labranche a également rapporté dûment enrôlés les bills et la résolution intitulés:

" Acte pour changer l'époque d'assessement dans la paroisse des Natchitoches, et pour d'autres objets."

" *Acte pour venir au secours de Michel Paul*," et

" Résolution invitant l'avocat général à donner son opinion au sujet du refus de la Banque de Commerce, de permettre à la législature d'examiner ses affaires."

En conséquence le secrétaire a porté ladite résolution et les dits bills à la chambre pour y recevoir la signature de l'orateur.

Lecture des messages de la chambre.

Rejection par la chambre des amendements du Sénat à la résolution accordant un congé d'absence à William Boswell, notaire public de la ville de la Nouvelle-Orléans. Sur motion de M. Hoa, le Sénat s'est désisté de ses amendements et la chambre en a été informée.

" Résolution invitant le Gouverneur à tirer pour des armes pour la garnison de Bâton-Rouge. Sur motion de M. Moore, exemptées des règles, lues pour la 2de. et 3ème. fois, passées et portées à la chambre.

" Résolution relative aux bills à introduire dans les deux chambres de l'Assemblée générale.

M. Hoa après en avoir obtenu la permission, a présenté sans en avoir donné avis au préalable, un bil intitulé:

" Acte pour incorporer la Société pour venir au secours des veuves sans appui, et des femmes indigentes.

Ce bill a subi sa première lecture.

M. Landry a donné avis que demain il présentera un bill intitulé:" Acte pour autoriser Lamemy Rebre de la paroisse de l'Ascension à disposer d'une certaine propriété, pour le moyen mentionné dans icelui."

M. Dupré après en avoir obtenu la permission, a présenté un bill intitulé: " Acte pour limiter les pouvoirs du Jury de Police de la paroisse de St. Landry," exempté des règles, lu pour la 1re., 2de. et 3ème. fois, passé et porté à la chambre.

ORDRE SPECIAL.

" Acte pour incorporer la Compagnie du chemin à coulisses du lac Providence et de la Rivière Rouge." Seconde lecture achevée, amendé, exempté des actes, lus pour la 3ème. fois et passé.

SECONDE LECTURE.

" Acte pour diviser la paroisse de Plaquemines en districts d'élection et pour d'autres objets," amendé.

Résolution concernant l'ancien local de la Salle des Représentans; renvoyée à demain.

" Résolution accordant un congé d'absence au Juge G. Léonard de Plaquemines." Déposée sur le bureau, sujette à appel.

" Acte pour établir des districts d'élection additionels dans la paroisse de St. Martin." Amendé.

"Acte pour amender un acte pour incorporer la Compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et Nashville, approuvé le 30 janvier 1835, et pour amender l'acte supplémentaire y relatif, approuvé le 24 mars 1835."

" Résolution concernant l'adjudant et inspecteur général de l'Etat de la Louisiane;" exemptés des règles, lue pour la 2ème fois, amendée et portée à la chambre.

Sur motion de M. Labauve pour la rejection de la 1re. section qui pourvoit que l'Etat souscrira pour 5000 actions au fonds capital de la Compagnie du chemin à coulisses de la Nouvelle-Orléans et Nashville, et que les bonds de l'Etat seront émis en paiement dudit capital; l'appel nominal a été demandé et a donné le résultat suivant:

Pour la rejection: messieurs Brownson, Dupré, Johnson, Labauve, Lewis, Landry, Morancy, Reid, Tête—9 voix.

Contre la rejection : Messieurs Cuny, Hos, Labranche, et Lacoste.

Sur motion, la reconsidération de ce bill a été renvoyée à demain et fixée à l'ordre spécial du jour.

"Acte pour organiser une force armée locale" amendé, exempté des règles, lu pour la 3me. fois, passé, et porté à la Chambre.

"Acte pour incorporer la compagnie d'assurance de l'Union de la Nouvelle-Orléans", amendé, exempté des règles, lu pour la 3me. fois, passé et le titre changé, en y ajoutant "et la compagnie d'assurance de la Rivière Rouge."

"Acte pour amender un acte intitulé "acte pour étendre la juridiction de la Cour de Paroisse, de la paroisse de *Jefferson, et pour organiser une cour* sous la désignation de "Cour de ville, de la ville de Lafayette", approuvé le 2 avril 1835."

Exempté de la règle, lu pour la 3me. fois, amendé et porté à la Cte Chambre.

Un message de la Chambre des Représentans, apporté par M. P. Roussel, son greffier, a demandé le concours du *sénat aux bills intitulés:*

"Acte pour venir au secours de David Devall."

"Acte pour venir au secours de J. E Lefebvre, et J. B. *Hardy.*"

"Acte défendant que les lois *des autres Etats et des* territoires de l'Union, ne soient violées dans la Louisiane, et pour punir les personnes qui se rendront coupables *de tel délit.*

"Acte concernant les élections dans la paroisse d'Est Feliciana.'

Le même message a informé le Senat que la Chambre s'était désistée de ses amendemens dans le bill intitulé : "Acte pour autoriser le jury de police à diviser la paroisse de Claiborne en districts d'élection."

Le même message *a informé* le Senat que le comité d'enrôlement de la Chambre avait rapporté dûment enrôlée, que l'orateur avait signé, et que le président du *sénat était* invité à apposer sa signature à la "résolution *concernant Thomas Curry*, rapporteur des décisions de la Cour Suprême."

M. Labranche de la part du comité d'enrôlement a *rapporté* dûment enrôlés le bill et les resolutions de la Chambre intitulés :

Resolution invitant nos representans et nos senateurs au Congrès à faire tous leurs efforts pour obtenir une *appropriation de fonds pour faire examiner et compléter* un canal pour communiquer les eaux du fleuve Mississipi avec le bayou Barbonne.

"Acte pour *amender* un acte pour pourvoir au paiement des loyers des différentes maisons de cour dans cet Etat et pour d'autres objets" approuvé le 6 mars 1819.

Resolutions pour *inviter nos senateurs et nos représentans* au Congrès, à faire tous leurs efforts pour ajuster certaine affaire litigieuse relative aux occupans de terres *possédées en vertu de titres espagnols*.

Resolution invitant le bureau des travaux publics à faire examiner la rivière Bœuf, et

Resolution invitant nos *senateurs* et *representans* au Congrès, à faire tous leurs efforts pour obtenir une décision finale au sujet des reclamations de terre dans *les parties Nord* de cet Etat.

En consequence,